

Paris, le 21 septembre 2015

Madame la Ministre de la culture et de la communication,

le 4 août 2015, dans une tribune, vous déclariez : « *Prendre acte d'un changement du monde et donner à chacun les moyens d'y entrer : voilà ce qu'est, à mes yeux, une politique culturelle réussie, et le chemin que nous avons à prendre. [...] Face aux soubresauts du monde, l'erreur serait de faire de la culture une sorte de refuge. De ne plus la regarder qu'à la manière d'une « réserve naturelle », hors du temps et hors du monde* ».

Nous, représentant des lecteurs élus au Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France, Association des lecteurs de la BnF (AluBnF), organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Sud Culture de la BnF portons également cette ambition et en particulier au travers du patrimoine écrit.

Pour ces raisons, mais également parce que la BnF voit sa fréquentation baisser de façon inquiétante (-14% en 4 ans), nous considérons que l'accès payant aux salles de lecture reste un frein et que la gratuité doit devenir une priorité ministérielle.

Dans de nombreux pays, que ce soit dans le monde anglo-saxon ou dans le nord de l'Europe, cette gratuité va de soi. La British Library, avec une amplitude horaire moindre que celle de la BnF et trois fois moins de places a vu, grâce à cette politique, sa fréquentation augmenter de façon significative et dépasser celle de la BnF. Depuis 1994, la Fédération internationale des bibliothèques (IFLA) dont la Bibliothèque nationale de France est partie prenante, dans un manifeste commun avec l'UNESCO, soutient également ce principe.

Si les aspects budgétaires sont bien sûr à prendre en compte, ils doivent être dépassés au regard des enjeux de société et de civilisation portés par les missions de la Bibliothèque nationale de France. Rappelons que les recettes des entrées payantes sont dérisoires par rapport au budget du Ministère de la culture et de la communication.

Madame la ministre, ce printemps lors du 20e anniversaire du site de Tolbiac, vous citiez François Mitterrand qui avait voulu faire de cet établissement une « *vaste bibliothèque populaire* », « *instrument du droit des peuples et des individus au savoir* », « *une arme dans le combat de la liberté* ». Or, la BnF traverse aujourd'hui une période difficile avec une diminution de son lectorat dans un contexte budgétaire (moins 10 millions d'euros en 5 ans) qui contraint notre institution tant en personnel qu'en fonctionnement.

**Nous avons besoin d'un signe fort du ministère : rendez l'accès gratuit à la Bibliothèque nationale de France, donnez les moyens budgétaires à celle-ci de mener à bien ce projet ambitieux.**

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'expression de nos salutations respectueuses.

*L'Association des lecteurs de la BnF*

*Le Représentant des lecteurs de la Bibliothèque de recherche de la BnF*

*L'Intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Sud de la Bibliothèque nationale de France*